Conseil Départemental, séance du jeudi 8 octobre 2026

Débat de Politique Départementale

Pouvoir d'achat, urgence à agir

Intervention de Séverine BOTTE

Chers Collègues,

Nous partageons évidemment le constat posé par nos collègues : le pouvoir d'achat est devenu une préoccupation quotidienne pour des millions de Français et, bien sûr, pour des milliers de Seinomarins. Parce qu'une réalité s'impose : tout augmente, ou presque, sauf les revenus de celles et ceux qui travaillent.

Cette réalité ne s'est pas améliorée depuis avril dernier lorsque notre groupe avait défendu, par la voix de Nicolas Langlois, la mise en place d'un bouclier social pour protéger et soulager les habitants qui subissent de plein fouet les effets de l'inflation.

Le carburant en est un exemple particulièrement parlant. Pour beaucoup de Seinomarins, prendre sa voiture n'est pas un choix. C'est une nécessité pour aller travailler, conduire les enfants, faire ses courses, se rendre chez le médecin.

Et lorsque le prix du carburant augmente, ce sont plusieurs dizaines d'euros supplémentaires à sortir chaque mois. Autant d'argent qui ne sera pas consacré aux courses, aux loisirs des enfants, aux vacances ou tout simplement à vivre correctement.

Dans le même temps, le gouvernement de droite demande un effort de redressement de 54 milliards d'euros pour 2027, avec notamment une maîtrise accrue des dépenses publiques (Gel des APL et prestations familiales, économies sur l'allocation de rentrée scolaire, nouvelles contraintes sur les services publics...) et évidemment la participation des collectivités à cet effort.

Toujours la même logique : quand il faut trouver de l'argent, on demande d'abord des efforts aux familles, aux services publics et aux collectivités.

Mais une question mérite d'être posée : pourquoi demande-t-on toujours aux mêmes de se serrer la ceinture ?

Car notre pays ne manque pas de richesses. La problématique est celle de leur répartition.

La commission d'enquête du Sénat a estimé à au moins 211 milliards d'euros les aides publiques aux entreprises en 2023. Et selon Oxfam, les 53 milliardaires français, dont la fortune a doublé depuis 2017, détiennent désormais davantage de patrimoine que plus de 32 millions de personnes réunies.

Autre contraste délirant, cette fois, avec le carburant. En 2025, TotalEnergies annonçait 12 milliards d'euros de profits ; 2026 sera encore plus prospère. Pendant que des travailleurs regardent le compteur défiler à la pompe et calculent combien ils peuvent mettre dans leur réservoir.

Alors, le débat sur le pouvoir d'achat ne peut pas simplement consister à expliquer aux Français qu'ils doivent apprendre à vivre avec moins. Il doit aussi poser la question du partage des richesses.

Ensuite, il doit également nous interroger, ici, au Conseil départemental, sur notre capacité à agir. Nous ne pouvons évidemment pas tout faire. Le Département ne fixe ni le prix du carburant, ni les salaires, ni la fiscalité nationale.

Mais ne pas pouvoir tout faire ne signifie pas ne rien pouvoir faire.
Le Département est la collectivité des solidarités. Il doit donc utiliser pleinement les leviers dont il dispose. C'est pourquoi nous rappelons à nouveau, les mesures du bouclier social pour lutter contre la vie chère :

- une tarification progressive de la restauration scolaire dans les collèges, pouvant aller jusqu'à la gratuité pour les familles les plus fragiles ;
- le rétablissement d'un Pass Jeune ambitieux, pour permettre à tous les jeunes d'accéder au sport, à la culture et aux loisirs ;
- le retour de bourses départementales pour les familles modestes ;
- un élargissement du Fonds de solidarité logement aux travailleurs modestes,
- un soutien renforcé aux épiceries solidaires et aux associations d'aide alimentaire ;
- un accompagnement accru des familles monoparentales, particulièrement exposées à la hausse des dépenses contraintes.

Ces mesures aideraient les Seinomarins, y compris les travailleurs qui dépassent parfois de quelques euros les seuils d'accès aux aides, mais peinent malgré tout à payer leur logement, leur énergie, leurs transports ou les dépenses liées à leurs enfants.

Et pour nous, défendre le pouvoir d'achat, ce n'est pas seulement distribuer des aides. C'est aussi faire baisser les dépenses contraintes et défendre les services publics.

Et nous devons considérer les services publics eux-mêmes comme une politique de pouvoir d'achat. Une cantine accessible, un service social de proximité, des transports collectifs, un collège correctement doté, des équipements sportifs et culturels : tout ce que la collectivité permet de financer collectivement est autant de dépenses que les familles n'ont pas à supporter individuellement.

Encore une fois, nous ne prétendons pas que le Département peut compenser toutes les décisions prises au niveau national. Ce serait faux. Néanmoins, il peut amortir les difficultés.

Monsieur le Président, vous vous étiez engagé à faire étudier chacune des propositions avancées en avril dernier pour apporter des réponses supplémentaires en cette période exceptionnelle. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Car il y a urgence.
Urgence à permettre à celles et ceux qui travaillent de vivre dignement.
Urgence à protéger les familles.
Urgence à soutenir notre jeunesse.
Urgence à renforcer nos services publics et nos solidarités.
Et surtout, urgence à rappeler une chose simple : notre pays ne manque pas de richesses. Il manque de justice dans leur répartition.

Et à notre échelle, ici, en Seine-Maritime, nous pouvons déjà faire le choix de la justice et de la solidarité.